

**N° DP 24/83**

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **POLITIQUE SPORTIVE : SOUTIEN AUX EVENEMENTS NAUTIQUES - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE 6 000 EUROS A L'ASSOCIATION "NAUTIQUE DE SAINT-MANDRIER"**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** l'avis de la Commission Jeunesse et Sports du 16 janvier 2024,

**VU** le projet de convention annexé à la présente décision,

**CONSIDERANT** la demande de subvention émanant de l'association NAUTIQUE DE SAINT-MANDRIER ayant son siège social BP 22, QUAI SEVERINE, 83430 SAINT-MANDRIER-SUR-MER, ayant pour objet l'organisation des événements nautiques de la régate du Muguet le 1<sup>er</sup> mai 2024 et de la régate IRC la Mandréenne du 27 au 28 avril 2024,

**CONSIDERANT** que les actions menées par cette association entrent dans le cadre de la politique sportive de la Métropole,

**CONSIDERANT** que ce projet génère un intérêt économique et une fréquentation touristique sur le territoire de la Métropole de Toulon Provence Méditerranée hors saison estivale,

**CONSIDERANT** la demande de soutien de l'association,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**DE SOUTENIR** l'association nautique de Saint-Mandrier à hauteur de 6 000€ TTC (six mille euros TTC).

### **ARTICLE 2**

**DE SIGNER** la convention de subventionnement annexée à la présente décision.

### **ARTICLE 3**

**DE DIRE** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de l'exercice 2024 - article 65748 – fonction 30 - opération 16108.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **08 FEV. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée



100 434 00



## **CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE 2024 AVEC L'ASSOCIATION NAUTIQUE DE SAINT-MANDRIER**

Prise en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 et du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatifs à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques.

### **ENTRE**

La Métropole « **Toulon Provence Méditerranée** », ayant son siège Hôtel de la Métropole 107 Boulevard Henri Fabre CS 30536 - 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, agissant en vertu de la décision n°        du

D'une part,

Ci-après désignée « La Métropole TPM ».

### **ET**

« **L'association nautique de Saint-Mandrier** », ayant son siège social BP 22, QUAI SEVERINE, 83430 ST MANDRIER SUR MER, représentée par son Président Monsieur Patrick HENON, habilité à cet effet par les statuts de l'association.

D'autre part,

Ci-après désignée « l'association ».

### **PREALABLEMENT LES PARTIES EXPOSENT :**

L'association organise deux événements : la régate du muguet, le 1<sup>er</sup> mai 2024 et la 3<sup>ème</sup> édition de la régate IRC la Mandréenne, devant réunir des bateaux dans la classe IRC du 27 au 28 avril 2024.

Les actions menées par cette association entrent dans le cadre de la politique sportive de la Métropole.

Au vu des succès des précédentes éditions de ces manifestations, et saisie d'une nouvelle demande de soutien financier en ce sens, la Métropole TPM renouvelle son accompagnement pour l'édition 2024.

### **CECI EXPOSE. LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIIT :**

#### **ARTICLE 1 : Objet de la convention :**

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la Métropole TPM décide d'attribuer à l'association une subvention au titre de l'année 2024.

#### **ARTICLE 2 : Engagements de l'association :**

L'association s'engage à :

- Se conformer à son programme d'actions, tel que défini par son Conseil d'Administration,
- Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables
- Valoriser et préciser les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans leurs comptes annuels.
- Communiquer à la Métropole TPM au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 7 de la présente convention.
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole TPM notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins.
- Soumettre pour validation au service communication, tous les supports qui seront mis en place lors des événements (carte d'invitation, affiches, programmes, ...).
- Informer la Métropole TPM en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER), conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-21 du 12 avril 2000 en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'agrément de l'état « *s'engagent à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...), « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toutes actions portant atteinte à l'ordre public ».*
- Porter à la connaissance de la Métropole TPM tout changement de statut de l'association. L'association informe sans délai l'administration de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Informer sans tarder la Métropole TPM par en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention.

### **ARTICLE 3 : Engagements de la Métropole TPM :**

La Métropole TPM s'engage à soutenir financièrement l'association pour l'année 2024.

### **ARTICLE 4 : Obligations financières et comptables de l'association :**

L'association s'engage à :

- Communiquer à la Métropole TPM, au plus tard le 30 juin de l'année suivant la date d'arrêt des comptes, le compte d'emploi de la subvention attribuée accompagné du rapport d'activités de l'année écoulée et du rapport financier,
- Formuler sa demande annuelle de subvention entre le 1<sup>er</sup> septembre et le 30 novembre de l'année n-1, accompagnée d'un budget prévisionnel détaillé et du programme des activités prévues pour l'année en cours,

- Tenir à la disposition de la Métropole TPM tous les éléments financiers permettant de mesurer la bonne exploitation des activités financées,

Le respect des présentes prescriptions est impératif. A défaut, la Métropole TPM pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le remboursement des acomptes déjà versés.

#### **ARTICLE 5 : Evaluation de l'action :**

Les parties s'engagent mutuellement à procéder à la fin de l'événement sportif à une évaluation de l'action sur des critères à la fois quantitatifs (fréquentation, etc.) et qualitatifs (retombées économiques ou médiatiques des actions ...).

La Métropole TPM se réserve le droit de procéder à des points d'étapes réguliers avec l'association afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. Dans cet esprit, l'association s'engage à mettre à disposition de la Métropole TPM tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

#### **ARTICLE 6 : Date d'effet et durée de la convention :**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.  
Elle est conclue au titre de l'année 2024.

#### **ARTICLE 7 : Modalités de versement de la subvention :**

La participation financière de 6 000 euros (six mille euros) sera versée à l'association selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 70 % soit 4 200 euros, à la notification de la convention,
- Le solde, soit 1 800 euros après la remise des pièces justificatives suivantes :
  - o Un compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (formulaire Cerfa n° 15059\*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées.
  - o Un bilan de communication (affiches, flyer, revue de presse, programme ...),

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole TPM par voie dématérialisée. L'association s'engage sur la conformité des versions envoyées.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole TPM.  
Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole TPM.

La Métropole TPM contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à

verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

#### **ARTICLE 7 : Contrôles par les services de la Métropole TPM :**

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole TPM peut contrôler et évaluer l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention. En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole TPM pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole TPM tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

#### **ARTICLE 8 : Les modifications à la convention :**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

#### **ARTICLE 9 : Divers :**

L'association fera par ailleurs son affaire :

- du respect, pour toutes ses activités, des règles de sécurité,
- de la mise en place des actions sportives,
- de la recherche de partenariats divers et autres mécénats publics ou privés.

#### **ARTICLE 10 : Sanctions en cas de non-respect des obligations contractuelles :**

En cas de non-exécution par l'association de l'un ou l'autre de ses engagements contractuels et en cas de retard significatif dans la production des documents, la Métropole TPM pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

La Métropole TPM en informera l'association par lettre recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations.

En cas de non-respect par l'association de ses engagements contractuels, ainsi qu'en cas de faute grave de sa part, la Métropole TPM pourra résilier de plein droit la présente convention, à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, après avoir préalablement invité les représentants de l'association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des subventions indûment perçues.

En outre, la Métropole TPM pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, ainsi qu'en cas de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association. La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate de la subvention.



## **ARTICLE 11 : Assurance et Responsabilités :**

L'association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole TPM ne puisse être recherchée.

L'association devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectif des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association adressera l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole TPM dans le mois suivant sa réception.

## **ARTICLE 12 : Politique de Gestion des Données Personnelles :**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole TPM s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole TPM collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence « SPORT ».

### Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution. Les durées de conservation en matière de mandatement correspondent aux obligations légales en vigueur pour les questions de comptabilité publique.

### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole TPM prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Courrier : [donnees\\_personnelles@metropoleToulonProvenceMediterranee.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoleToulonProvenceMediterranee.fr)
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole Toulon Provence Méditerranée, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

**ARTICLE 13 : Le tribunal compétent en cas de litige :**

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

**ARTICLE 14 : Caractère exécutoire :**

La présente convention ne sera exécutoire qu'après avoir reçu le visa de légalité de la Préfecture du Var et après notification à l'association.

Le Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Jean-Pierre GIRAN

Le Président de l'association  
nautique de Saint-Mandrier

Patrick HENON